



**MINISTÈRE DES ARMÉES**



**ÉTABLISSEMENT DU SERVICE  
D'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE  
DE LYON**

**USID ISTRES – Antenne ORANGE  
Base Aérienne 115 - 84871 ORANGE CEDEX**

## **MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX**

**Maître de l'ouvrage :**

**ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES  
SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE**

**Objet du marché :**

**ORANGE (84) – B.A. 115 – MISE AUX NORMES ET  
ACCROISSEMENT DE LA CAPACITE D'ACCUEIL DU  
CHENIL EP 1G115**

**DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

**COMMUNES A TOUS LES LOTS**

## **TABLE DES MATIERES**

<b>DISPOSITIONS GENERALES .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 1 - PRESENTATION DE L'OPERATION .....</b>	<b>5</b>
1.1 - <i>Objet de l'opération</i> .....	5
<i>Installations de chantier</i> .....	5
Terrassements sommaires pour les installations de chantier : .....	6
1.2 - <i>Description sommaire des ouvrages existants</i> .....	6
1.3 - <i>Description sommaire des ouvrages et prestations à réaliser</i> .....	7
1.3.1 Prestations intellectuelles.....	8
1.3.2 Travaux de terrassements et VRD .....	9
1.3.3 Création de 8 courettes supplémentaires .....	9
1.3.4 Travaux d'amélioration des courettes individuelles et d'isolement existantes .....	10
1.3.5 Travaux d'amélioration sur les clotures existantes.....	10
1.3.6 Création d'un bâtiment au profit du personnel féminin de l'unité.....	11
1.3.7 Aires de détente .....	12
1.3.8 Création d'un abri pour la mise en place du tamis rotatif .....	12
1.3.9 Implantation des futurs ouvrages .....	14
1.4 - <i>Consistance sommaire du marché de travaux, par corps d'état</i> .....	14
1.5 - <i>Réglementation thermique (RE 2020)</i> .....	17
<b>ARTICLE 2 - PHASES D'EXECUTION DES TRAVAUX .....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 3 - REGLEMENTATIONS ET DOCUMENTS.....</b>	<b>17</b>
3.1 - <i>Obligation de respect de la réglementation</i> .....	17
4.2 - <i>Documents applicables au marché</i> .....	17
4.3- <i>Autres documents joints au marché</i> .....	18
4.4 - <i>Études préliminaires à réaliser avant exécution</i> .....	18
4.5 - <i>Pièces à fournir par le titulaire</i> .....	19
4.7 - <i>Mission de synthèse à réaliser par le titulaire du lot n°01</i> .....	20
<b>ARTICLE 5 - MATERIELS, MATERIAUX ET PRODUITS.....</b>	<b>20</b>
5.1 - <i>Nature et qualité des produits en général</i> .....	20
5.2 - <i>Produits certifiés - Marques de qualité - Ecolabel - PFC</i> .....	22
5.3 - <i>Choix des matériels, matériaux et produits</i> .....	22
5.4 - <i>Échantillons</i> .....	22
5.5 - <i>Responsabilité de l'entrepreneur</i> .....	23
5.6 - <i>Contrôle et réception des matériels et matériaux sur chantier</i> .....	23
<b>ARTICLE 6 - ESSAIS ET CONTROLES .....</b>	<b>23</b>
<b>ARTICLE 7 - INSTALLATIONS ET PRESTATIONS DE CHANTIER.....</b>	<b>23</b>
7.1 - <i>Généralités</i> .....	23
7.2 - <i>Conditions d'accessibilité au chantier</i> .....	25
7.3 - <i>Clôture de chantier et protection du chantier</i> .....	25
7.4 - <i>Panneau de chantier</i> .....	25
7.5 - <i>Signalisation de chantier</i> .....	26
7.6 - <i>Protection des tranchées</i> .....	26
7.7 - <i>Fluides et énergies de chantier</i> .....	26
7.8 - <i>Projet d'installation de chantier</i> .....	26
7.9 - <i>Gestion des déchets de chantier</i> .....	26
7.10 - <i>Protection d'arbres ou arbustes</i> .....	27
7.11 - <i>Propreté du chantier, nettoyage et protection des ouvrages</i> .....	27
7.12 - <i>Remise en état des lieux - nettoyage en fin de chantier</i> .....	28
<b>ARTICLE 8 - SPECIFICATIONS DIVERSES .....</b>	<b>28</b>
8.1 - <i>Prestations à la charge de chaque entreprise titulaire d'un lot</i> .....	28
8.2 - <i>Règles d'exécution générales</i> .....	29
8.3 - <i>Prescriptions générales d'exécution</i> .....	29
8.4 - <i>Implantation - piquetage</i> .....	29
8.5 - <i>Trait de niveau</i> .....	30

8.6 - Niveau d'arase des sols .....	30
8.7 - Mise en œuvre de sources de chaleur .....	30
8.8 - Conditions relatives au titulaire du marché .....	30
8.9 - Démarches et autorisations .....	30
8.10- Calendriers .....	30
8.11 - Relevés à effectuer .....	31
8.12 - Canalisations et câbles à détecter avant travaux (géo détection) ou éventuellement rencontrés .....	31
8.13 - Acceptation des produits sur chantier .....	31
ARTICLE 9 - COORDINATION SPS .....	32
ARTICLE 10 - VISITE INITIALE DES INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES .....	32
LISTE DES ANNEXES AU CCTP .....	32

# **DISPOSITIONS GENERALES**

## **ARTICLE 1 - PRESENTATION DE L'OPERATION**

### **1.1 - Objet de l'opération**

Cette opération concerne la mise aux normes et l'accroissement de la capacité d'accueil du chenil EP 1G115 implanté sur la base aérienne 115 - Capitaine De SEYNES - à ORANGE dans le département du Vaucluse (84).

Le présent descriptif prend en compte les documents suivants pour la réalisation du chenil :

- Notice technique éditée par la DCSID pour la réalisation des chenils militaires : CIN-PI du 19/04/05 ;
- Arrêté du 8 décembre 2006 du livre V du code de l'environnement, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations renfermant des chiens ;
- Décret n° 2018 - 900 du 22 octobre 2018, paru au Journal Officiel le 24/10/18, modifiant la nomenclature de certaines installations classées, notamment la rubrique 2120-3.

Les travaux comprennent :

- ☐ Préparation du terrain ;
- ☐ Terrassements et VRD ;
- ☐ Fondations, Gros œuvre et Structure ;
- ☐ Courants forts et courants faibles ;
- ☐ AEP, EU et EP ;
- ☐ Construction d'un bâtiment modulaire vestiaire et sanitaire féminin (Lot: MS AC):
  - Vestiaire ;
  - Sanitaire ;
- ☐ Construction de 8 courettes supplémentaires pour chiens ;
- ☐ Construction d'un abri technique pour l'appareil de traitement des eaux usées ;
- ☐ Création d'un parking véhicules et reprise du chemin en matériaux perméable;
- ☐ Création de l'accès avec un revêtement bitumineux à l'intérieur du chenil pour les livraisons des véhicules poids lourds ;
- ☐ Création des dalles pour les courettes ;
- ☐ Création des plots pour la structure modulaire ;
- ☐ Mise en place d'arbres et de haies végétales avec fonction de brise vent ainsi que de brise de vue pour les aires d'entraînement et les courettes à créer ;
- ☐ Création de zones de détente clôturées (avec brise vue et bas volets) avec portails d'accès ;
- ☐ Création réseaux ECL et AEP sur le ring, aires de détente.

Le marché prévoit également l'amélioration de certaines infrastructures du chenil actuel :

- ☐ Remplacement des portails et des portillons ;
- ☐ Installation de brise vue et de bas volet sur les grillages existant ;
- ☐ Durcissement du chemin piétonnier de l'entrée du chenil ;
- ☐ Elargissement des sas ;
- ☐ Reprise des VMC dans le bâtiment principal ;
- ☐ Reprise faïence dans le bâtiment principal ;
- ☐ Rénovation des caniveaux d'eaux usées à l'arrière des courettes existantes, et remplacement du système de nettoyage en place, à base d'enrouleurs, par le même type de système que celui à poser sur les nouvelles courettes (en dehors du sas);
- ☐ Modification du système de traitement des déjections canines, avec l'ajout d'un tamis rotatif en amont de la station de relevage avant envoi vers la station d'épuration de la base aérienne ;
- ☐ Remplacement des regards existants en mauvais état sur le réseau d'arrosage.

Installations de chantier

Les travaux préparatoires à la mise en place des installations de chantier, à la charge du lot 1, seront exécutés en fin de période de préparation selon les prescriptions des dispositions générales, du PGC et des plans.

Terrassements sommaires pour les installations de chantier :

Le titulaire du lot 1 devra réaliser une plate-forme sommaire pour la zone des installations de chantier, étant donné que celles-ci devront être en place avant le démarrage du chantier

**Ce marché alloti comprend 3 lots :**

- Lot n°01 : Terrassements, VRD, G.O, S.O
- Lot n°02 : Métallerie, Courettes
- Lot MS AC : Fourniture et installation de bâtiments modulaires

## **1.2 - Description sommaire des ouvrages existants**

L'opération concerne une installation existante. Le chenil est implanté sur la base aérienne 115 - Capitaine De SEYNES - à ORANGE dans le département du Vaucluse (84). Celle-ci a été construite en 1965 et a été rénovée en 1980. A cette époque, elle bénéficiait de l'antériorité conformément aux articles L 513-1 et R 513-1 du code de l'environnement.

Les infrastructures ne répondant plus aux normes sanitaires et environnementales, une opération d'infrastructure a été lancée en 2014 pour reconstruire le chenil, les courettes et aménager les locaux techniques.

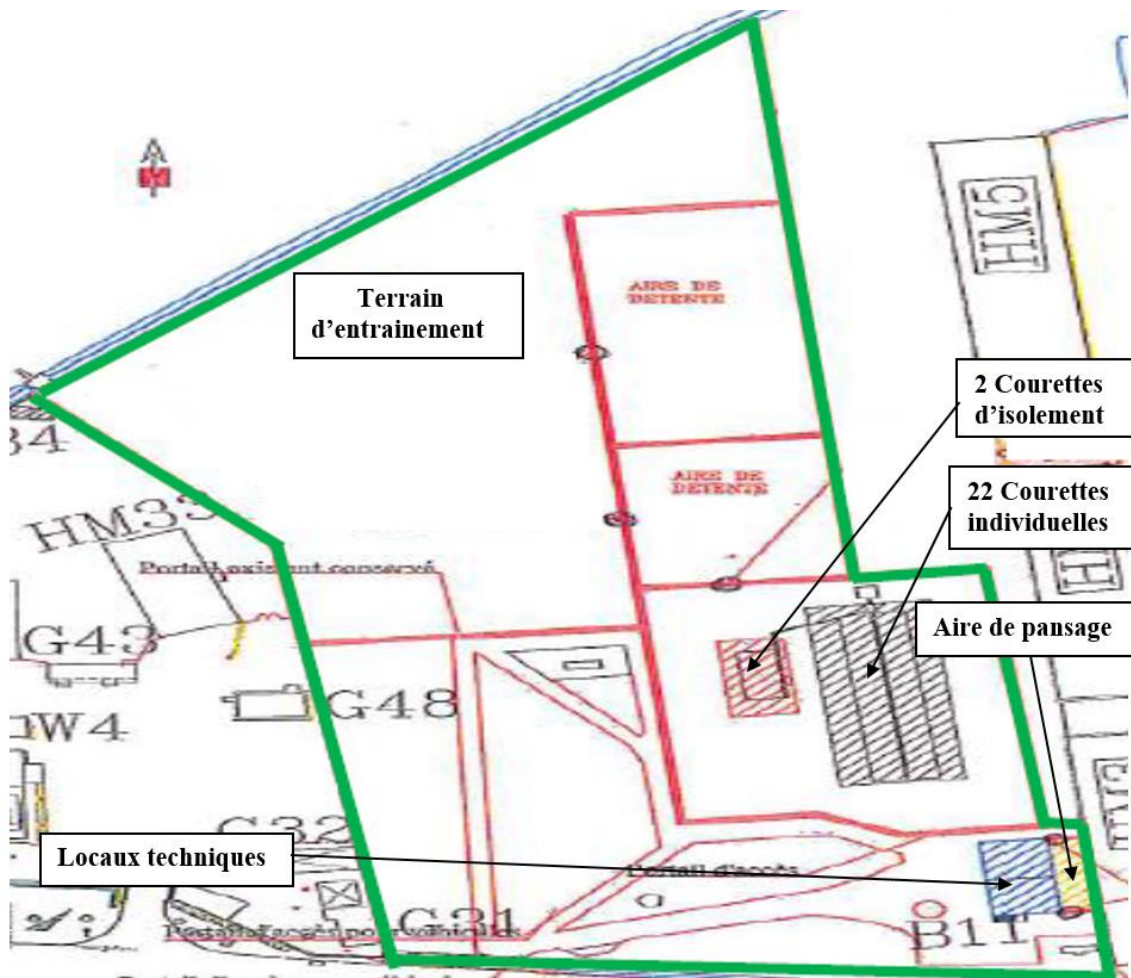
Suite aux modifications notables, un dossier de déclaration de mise en service d'une installation classé pour la protection de l'environnement a été rédigé pour régulariser la situation. Un récépissé de déclaration de mise en service a été signé le 07 Avril 2015.

Le chenil est donc soumis au régime administratif de la déclaration (D) suivant la rubrique 2120-3 de la nomenclature ICPE (établissements d'élevage, vente, transit ou garde de chiens de 10 à 50 animaux).

Depuis plusieurs années, le personnel du chenil 1G.115 a rencontré des difficultés au niveau de l'évacuation des eaux usées positionnée en amont de l'installation. En effet, le réseau existant n'étant pas adapté à ce type d'installation, celui-ci finissait par se boucher provoquant un risque sanitaire majeur pour l'Homme et l'animal.

Par NeMO de référence 4, le CTAAE a validé la réfection du réseau EU en première phase de travaux (Phase 1). Travaux de reprise de l'ensemble du réseau EU en aval des courettes existantes avec intégration d'une station de relevage jusqu'au réseau principal de la Base (compris dimensionnement pour extension des courettes, objet de la FDE). Début des tvx : 02/2023 / Fin des travaux : Octobre 2023.

L'emprise du chenil d'une surface de 25 650 m<sup>2</sup> délimitée en vert sur le plan A comprend 22 courettes, 2 courettes d'isolement destinés aux chiens de retour d'OPEX, 1 aire de pansage, des locaux techniques et un parc de travail comprenant 2 aires de détente et 1 terrain d'entraînement.



### 1.3 - Description sommaire des ouvrages et prestations à réaliser

Le projet consistera à réaliser les ouvrages suivants :

- A)** Le cynogroupe de l'escadron de protection de la BA 115 est composé de 29 personnels dont 7 personnels féminins. Les locaux techniques actuels ne permettent pas d'accueillir du personnel féminin (installations vestiaires, douches et sanitaires communes à tous les personnels). Pour pallier à cette problématique, la BA 115 a mis à disposition des bungalows en dehors de l'enceinte du chenil au profit du personnel féminin (Solution provisoire). L'installation de vestiaires, de douches et de sanitaires à l'intérieur de l'unité est à prévoir au profit du personnel féminin.
- B)** Le cheptel canin de l'unité 1G.115 est composée de 28 chiens. Les 22 courettes existantes ne permettent pas l'accueil de la totalité de ces derniers. La réalisation des travaux demandée dans l'EIB permettrait au cynogroupe de pouvoir accueillir un panel de chiens supplémentaires afin d'armer chaque personnel de l'unité. L'installation de 8 courettes supplémentaires est à prévoir.
- C)** Le grillage d'enceinte de la partie des courettes, des parcs de détente et d'entraînement, n'est pas conforme. D'après la notice technique CIN-PI de 2005, l'ensemble du chenil, la zone de mise en place des courettes, l'aire de pansage, les aires de détentes et l'aire d'entraînement doivent être clôturés (hauteur minimum 2,00 m, avec en partie supérieure un retour grillagé incliné à 45° de 50 cm de largeur) pour éviter toute fugue du chien. L'ensemble des clôtures sont à reprendre.
- D)** Conformément à l'arrêté du 8 décembre 2006, toutes les précautions doivent être prises pour éviter aux animaux de voir directement toute sollicitation régulière susceptible de provoquer des aboiements,

à l'exclusion de celles nécessaires au bon fonctionnement de l'installation. L'installation de brise vue est à prévoir sur toutes les clôtures offrant un visuel sur des activités d'autres unités militaires.

**E)** L'ensemble des courettes (individuelle et isolement) ne possède pas de sas de sécurité. Il doit se situer sur la face avant des courettes. La largeur du sas de sécurité doit être de 1.8 m. L'installation de ces sas est à prévoir pour les courettes individuelles et d'isolement.

**F)** Les portillons et les portails (4m de larg) d'accès à la partie close des courettes, aire de détente et terrain d'entraînement sont rouillées et très abimées. Le remplacement de ces portillons et de ces portails (4m de larg) qui comprendront des bas-volets est à prévoir.

**G)** Le toit de l'ensemble des courettes ne possède aucune avancée, ce qui ne permet pas de protéger les chiens de l'ensoleillement ni du sol inondé des courettes lors de forts intempéries avec vent important. Selon la notice technique CIN-PI, il est préconisé une avancée de 40cm minimum au-delà de la façade. Une avancée de toit est à créer sur les courettes individuelles et sur les courettes d'isolement.

**H)** Le caniveau de recueil des eaux usées est très abimé : par endroit, le ciment est cloqué et menace de tomber ce qui permet un écoulement direct des résidus dans la terre. La réfection du revêtement des caniveaux est à prévoir.

**I)** Le chenil 1G.115 ne possède pas de téléphone, d'alarme coup de poing et d'une sonorisation audible dans toute l'enceinte du chenil afin d'assurer la sécurité du maître-chien amené à intervenir de façon isolée. La mise en œuvre de cette installation est à prévoir.

**J)** Le chenil 1G.115 possède 2 aires de détente. L'aire de détente est un moyen de mettre en extérieur un chien en toute sécurité et ainsi lui permettre de s'ébattre librement. L'aire de détente peut être utilisée pendant le nettoyage des courettes et pour mettre des chiens présentant des problèmes de coussinet ou pour assurer des sorties minimales des chiens en l'absence du maître. Le groupe de travail sur le bien-être animal (GT BEA) préconise l'installation de 6 aires de détentes pour un chenil de 30 chiens. Le dimensionnement et la réalisation de ces aires est à prévoir.

**K)** La présence de trous sur le chemin d'accès au chenil entraîne la stagnation d'eau lors d'intempéries, ce qui représente un risque de développement d'insectes et autres gîtes larvaires (remarques rapport vétérinaire). De plus, l'espace disponible au sein de l'unité pour garer les véhicules des 29 personnels du cynogroupe est insuffisant. Il est demandé dans l'EIB de prévoir la reprise en GNT et/ou en enrobé et d'améliorer le stationnement disponible.

**L)** La récolte des eaux usées (EU) du chenil 1G.115 pose une problématique. Les paniers dégrilleurs censés récolter les poils et déjections du cheptel canin ne fonctionnent pas. L'USID est souvent mandaté pour nettoyer la pompe de relevage située en dehors de l'emprise du chenil. Celle-ci se retrouve obstruée par les poils se trouvant dans le réseau. Afin de ne pas impacter la station d'épuration de la base et afin de se conformer à la réglementation en vigueur. L'USID propose d'honorer la demande de la BA 115 d'installer un tamis rotatif en aval de la récolte des EU des courettes.

### 1.3.1 Prestations intellectuelles

Les études et diagnostics nécessaires aux prérequis de l'opération sont :

- Une étude de sol pour l'implantation des bungalows, des courettes et du parking
- Un coordonnateur de sécurité et de protection de la santé de catégorie 2
- Un bureau d'étude et d'ingénierie acoustique

### 1.3.2 Travaux de terrassements et VRD

- Réalisation de tous les travaux préparatoires nécessaires à l'implantation des ouvrages, au balisage des réseaux existants, ainsi que les travaux de débroussaillage et de retroussement de la terre végétale ;
- Réalisation de tous les travaux de terrassements des diverses fondations des bâtiments et aires à créer : dallages, semelles filantes, plots ou longrines ;
- Raccordement des divers ouvrages à construire aux réseaux existants ;
- Réfection et réaménagement de la voirie en enrobé de classe T5 (Surface 1100 m<sup>2</sup>)
- Création d'un parking en GNT de classe T5 VL de 10 places au Sud-Ouest du chenil (surface 250 m<sup>2</sup>)

### 1.3.3 Création de 8 courettes supplémentaires

- Préparation du terrain et abattage d'arbres pour l'implantation du projet
- Création d'une travée de courettes supplémentaire, compris courettes métalliques conforme à la notice CINPI du Minarm de 2005 (équipements : niches et bancs non compris)
- Création d'un caniveau béton non revêtus, pour l'évacuation des eaux usées, à l'arrière de la travée
- Création d'avaloirs pour les eaux de pluie ;
- Mise en place de tous les regards nécessaires au passage des réseaux courants-forts et courants-faibles ;
- Raccordement des travées aux réseaux d'eaux usées (EU) et d'eaux de pluie (EP) existants ;
- Réalisation de toutes les prestations nécessaires à l'alimentation électrique des ouvrages
- Réalisation de toutes les prestations nécessaires à l'adduction d'eau potable
- Réalisation du revêtement des courettes par une résine de sol époxydique semi lisse, flexible et sans solvant, type « Sikafloor 390 », (Validation de l'inspection sanitaire / vétérinaire)

Photo de principe :





### 1.3.4 Travaux d'amélioration des courettes individuelles et d'isolement existantes

- Réfection du revêtement mis en place dans les caniveaux des eaux usées à l'arrière des travées de courettes existantes
- Reprise des dégrilleurs
- Création d'un sas de sécurité sur les courettes individuelles et d'isolement (clôture, bas volets, 2 portillons d'accès)
- Création d'une avancée de toit sur l'ensemble des courettes individuelles et d'isolement.
- Dépose des mats d'éclairage et pose de nouveaux éclairage sur les parois du SAS de sécurité
- Mise en place d'un téléphone et d'une alarme coup de poing



### 1.3.5 Travaux d'amélioration sur les clotures existantes

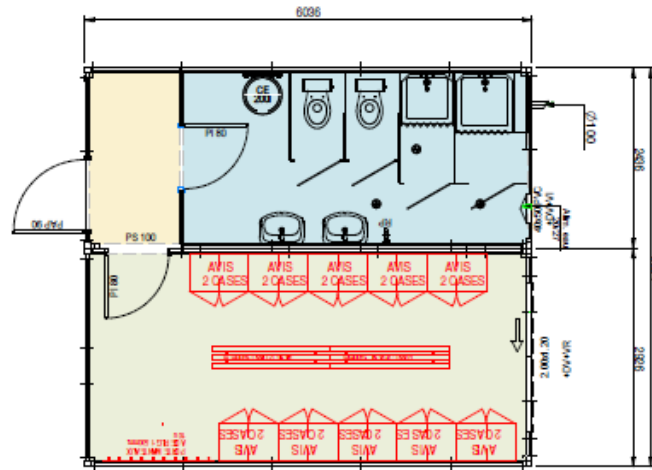
- Aucun bas-volets du commerce n'est adaptable sur la clôture existante. Toutefois, des entreprises spécialisées dans le domaine sont en capacité de réaliser ces pièces sur mesures afin d'équiper la clôture existante.
- Mise en place de bas volets et de brises vue sur l'ensemble des clôtures périphériques du terrain d'entraînement, des aires de détente, de l'air de pansage et du chenil.
- Reprise de l'ensemble des portails et portillons abimés et rouillés compris mise en place de bas-volets



### 1.3.6 Création d'un bâtiment au profit du personnel féminin de l'unité

- Préparation du terrain et abattage d'arbres pour l'implantation du projet
- Le bâtiment sera sous forme de construction modulaire type bungalow (33 m<sup>2</sup>)
- La structure est soumise à la réglementation applicable aux « petites surfaces » (arrêté du 3 mai 2007)
- Toiture en bac acier galvanisé / ossature en acier galvanisé/grenaillé
- Mise en place des dispositifs d'accès en toiture (garde-corps et échelle à crinoline avec portillon de condamnation)
- Installation d'escaliers métalliques antidérapants pour les accès au bâtiment
- Parois et doublage des parois en panneaux sandwich (complexe total : 110 mm U=0.35 w/m<sup>2</sup>K)
- Isolation du plancher et de la toiture (U=0.55 w/m<sup>2</sup>K)
- Revêtement de sol en PVC classe Euro 32
- Menuiseries extérieures : fenêtres PVC oscillo-battantes et portes extérieures en alu;
- Le bâtiment sera cloisonné à l'intérieur, divisant la surface en plusieurs zones (surface utile) :
- Réalisation de tout le cloisonnement intérieur avec doublage isolant et pose de portes intérieures alvéolaire
- 1 vestiaire personnel – surface 18m2 (Armoires et bancs non compris)
- 1 espace sanitaire femme – surface 15 m2 – avec 2 WC, 2 lavabos et 2 douches et un chauffe-eau 200 L
- Réalisation de toutes les prestations nécessaires à l'alimentation électrique des ouvrages
- Mise en place de tout l'appareillage nécessaire au bon fonctionnement des équipements à installer (TD, goulottes, luminaires intérieur et extérieur, PC, interrupteurs, etc.)
- Mise en place de toutes les canalisations de plomberie nécessaires pour l'alimentation et l'évacuation en eau
- Installation d'une extraction d'air de type simple flux et d'une pompe à chaleur 3 kW





### 1.3.7 Aires de détente

Le groupe de travail sur le bien-être animal (GT BEA) préconise l'installation de 6 aires de détente d'une superficie minimale de 40 m<sup>2</sup> pour un chenil composé de 30 chiens.

L'aire de détente n° 2 possède une superficie d'environ 1800 m<sup>2</sup>.

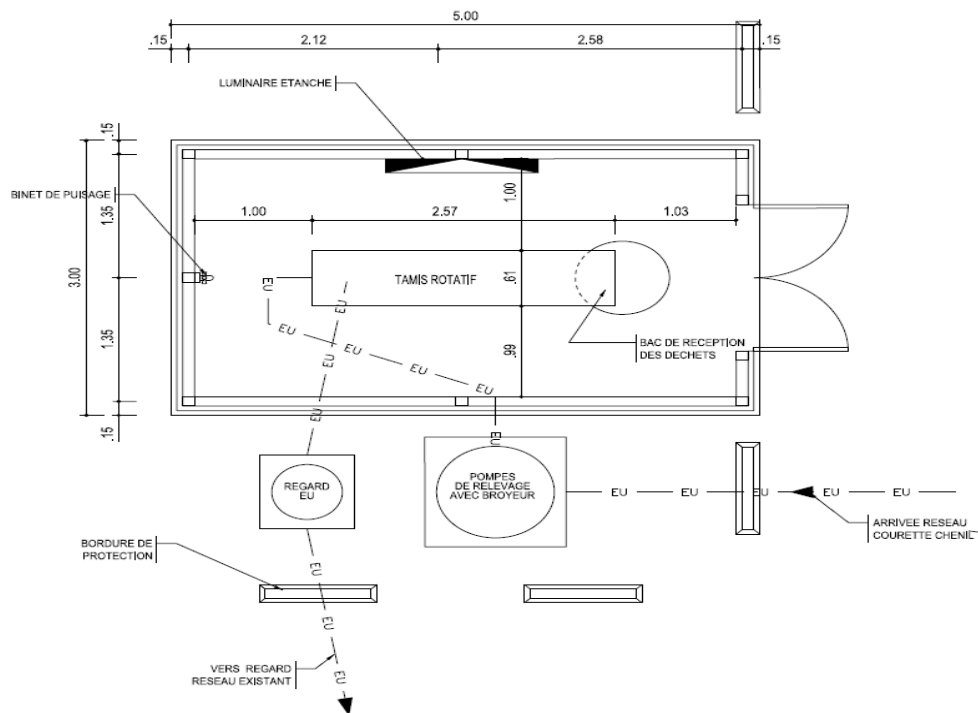
L'USID propose de scinder cette zone en 6 aires de détente distincts et d'y ramener un point d'eau (clôture, bas volets, brise vue et portillons)



### 1.3.8 Création d'un abri pour la mise en place du tamis rotatif

- Préparation du terrain et abattage d'arbres pour l'implantation du projet
- Modification du système de traitement des déjections canines, avec l'ajout d'un tamis rotatif en amont de la station de relevage avant envoi vers la station d'épuration de la base aérienne
- Création d'une dalle en béton armé d'environ 5.00 x 3.00 mètres ;
- Ossature de l'abri en acier tubulaire carré galvanisé, avec bardage métallique périphérique et toit en bac acier. La toiture sera posée 20cm minimum au-dessus de l'ossature, et en partie basse l'abri présentera un vide de 10 cm pour son aération ;
- Mise en place d'une porte à deux battants métalliques grillagés, en acier galvanisé ;

- Création de deux regards EU à l'extérieur de l'abri :
- Regard arrivée des effluents : pose d'une pompe de relevage pour l'acheminement des déjections canines vers le tamis rotatif ;
- Regard sortie d'eau traitée : simple regard de visite afin de permettre un curage (maintenance).
- Installation d'un dégrilleur de type tamis rotatif automatique à poils fins dans le local ;
- Mise en place des luminaires LED sous forme de réglette étanche ;
- Raccordement électrique de l'abri : mise en place de prise de courant pour la maintenance et de l'alimentation électrique pour le tamis rotatif) ;
- Raccordement en eau de l'abri pour la mise en place d'un robinet de puisage et du tamis.



### 1.3.9 Implantation des futurs ouvrages



### 1.4 - Consistance sommaire du marché de travaux, par corps d'état

#### ➤ Terrassement VRD

Les travaux comprendront les réalisations suivantes :

- ❑ La réalisation des voiries :
  - Agrandissement du parking en GNT existant pour le stationnement PL/VL/deux roues ;
  - Remplacement du type de revêtement en place sur les axes principaux de circulation, par de l'enrobé et de la GNT, dimensionné pour de la circulation de véhicules poids lourds ;
  - Voiries piétons en béton, finition balayée ;
- ❑ La réalisation des réseaux extérieurs suivants :
  - Electricité BT et TBT (tranchées, fourreaux aiguillés, chambres de tirages compris...)
  - Adduction d'eau potable,
  - Eaux pluviales,
  - Eaux usées et station de relevage,

Les travaux comprennent également :

- ❑ La réalisation des travaux préparatoires,
- ❑ La réalisation des terrassements liés aux voiries, aux réseaux divers, aux fondations des ouvrages divers (dalles, semelles filantes, fondations pour modulaires, bordures, caniveaux, clôtures, ...), aux chemins piétonniers, aux aires diverses, etc.

- ❑ La signalisation routière (verticale et horizontale),
- ❑ La remise en état des voiries et surfaces bétonnées détériorées du fait de la réalisation des réseaux.
- ❑ La remise en état des regards du réseau d'arrosage détériorés, et leur remplacement par des regards béton avec tampon en fonte ;

➤ **GROS ŒUVRE - SECOND ŒUVRE**

Les travaux comprendront les réalisations suivantes :

- ❑ Fondations, dallages et chapes y compris caniveaux EU des courettes ;
- ❑ Dallage des zones où se situent les courettes d'attente (face à chaque entrée de ring d'entraînement) ;
- ❑ Création de l'abris tamis rotatif (traitement des déjections canines) ;
- ❑ Fondations des modulaires ;
- ❑ Revêtements de sols et mur :
  - Revêtement de sol des courettes
  - Reprise des anciennes courettes
  - Reprise de l'ancien caniveau des EU
  - Reprise de la faïence dans le labo.

➤ **OSSATURE / CHARPENTE / COUVERTURE**

Les ouvrages suivants seront à réaliser :

- ❑ L'ossature métallique,
- ❑ La charpente métallique,
- ❑ La couverture en bac acier des abris métalliques,
- ❑ La couverture des courettes,
- ❑ L'isolation thermique,
- ❑ L'évacuation des eaux pluviales,
- ❑ Accessoires comprenant lisses, fixations, joints, closoirs et pièces de finitions.
- ❑ La remise à niveau des anciennes courettes et courettes d'isolement (cf remarque Vétérinaire et CIN pi 2005).

**NOTA : l'entreprise titulaire du lot n°02 réalisera une courette témoin avant réalisation des autres courettes afin que le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage la valident. Un point d'arrêt devra être indiqué sur le planning par le lot n°02 : validation de la courette témoin.**

➤ **MENUISERIES / FERRONNERIE**

Les travaux comprennent les réalisations suivantes :

- ❑ Menuiseries extérieures acier (portes)
- ❑ Ferronneries (portes et parois grillagées, passe-plat, etc.) des courettes
- ❑ Remise à niveau des anciennes courettes et courettes d'isolement.

➤ **PLOMBERIE / SANITAIRE**

Les travaux comprennent les réalisations suivantes :

- ❑ De la distribution d'eau froide,
- ❑ Des évacuations d'eaux usées, eaux vannes et eaux de vidange,
- ❑ La protection contre le gel.

➤ **VENTILATION / CHAUFFAGE**

Les travaux comprennent les réalisations suivantes :

- ❑ Ventilation mécanique contrôlée (VMC) hygro réglables du labo ;

➤ **ELECTRICITE BT / TBT**

Les travaux comprennent les réalisations suivantes :

- ❑ Les installations de 1<sup>ère</sup> catégorie (BT) : armoires principales et coffrets divisionnaires, ainsi que les raccordements électriques de l'abris du tamis rotatif (et de celui-ci) ring, aires de détente, des courettes, ... .
- ❑ Les installations d'éclairage intérieur (courettes),
- ❑ La mise à la terre de l'installation,
- ❑ Les installations de sécurité (raccordement aux alarmes incendie et techniques en place)
- ❑ Les installations d'éclairage extérieur (ring, aires de détente, voiries, ... .),
- ❑ Les installations de téléphone,

➤ **CLOTURE**

Les travaux comprennent les réalisations suivantes :

- ❑ Clôture, portails et portillons des zones de détente, ring ... pour chiens entre chaque Ring,

➤ **ESPACES VERTS**

Les travaux comprennent les réalisations suivantes :

- ❑ Plantation d'arbres autour des courettes, devant les clôtures (brises vue) et à l'intérieur des Rings et aires de détente...

➤ **BATIMENTS MODULAIRES**

Les travaux comprennent les réalisations suivantes :

- ❑ Fourniture et pose des bâtiments conformes à la RE 2020 respectant les surfaces utiles indiquées sur les plans du marché,
- ❑ Pontage des modules entre eux et raccordement sur TGBT,
- ❑ Raccordements EU, AEP, EP,
- ❑ Eclairage extérieur,

Les travaux comprennent en outre :

- ❑ La fourniture des documentations, avis techniques et certificats relatifs aux matériaux et matériels mis en œuvre,
- ❑ Les études d'exécution,
- ❑ Les notes de calculs,
- ❑ Les plans d'exécution et de détail,
- ❑ Les plans de récolement,
- ❑ La réalisation des ouvrages neufs et réfections,
- ❑ Les essais, tests et mise en fonction de tous les équipements mis en place.



### **1.5 - Réglementation thermique (RE 2020)**

L'ensemble des constructions de type structures modulaires seront construites dans le respect de la RE 2020.

Pour le lot MS AC, les composants, éléments, choix constructifs et matériaux décrits dans le présent CCTP ne sont donnés qu'à titre indicatif.

A charge à l'entreprise de dimensionner les éléments (isolant, structure...) pour que les ouvrages soient conformes à la RE 2020. De même, les choix d'équipements ne sont donnés qu'à titre indicatif. L'entreprise titulaire du lot MS AC ne pourra demander une quelconque compensation financière si le système décrit dans le marché ne permet pas de respecter la RE 2020. Il est de son ressort d'ajuster les éléments constructifs et choix d'équipements pour être conforme à la RE 2020 et proposer un prix global et forfaitaire à la remise offre lui permettant de respecter cette réglementation.

Le titulaire du lot MS AC fournira l'ensemble des essais et attestations justifiant la conformité des ouvrages avec la RE 2020.

## **ARTICLE 2 - PHASES D'EXECUTION DES TRAVAUX**

Les travaux seront réalisés en une seule et unique phase.

Pendant la période de préparation, chaque titulaire de lot établira un calendrier détaillé par phase faisant apparaître les travaux à réaliser et en tenant compte de la co-activité avec les autres lots. L'entreprise titulaire du lot n°01 aura à sa charge la compilation des plannings de chaque lot sur un unique planning (général), en relation avec le maître d'œuvre. Ce dernier sera signé par chaque titulaire de marché, puis par le représentant du pouvoir adjudicateur. Ce calendrier signé sera rendu contractuel et sera notifié par ordre de service du maître d'œuvre, aux titulaires.

## **ARTICLE 3 - REGLEMENTATIONS ET DOCUMENTS**

### **3.1 - Obligation de respect de la réglementation**

La réalisation des travaux devra impérativement respecter tous les textes, dispositions, spécifications, prescriptions et autres régissant les travaux objet du présent marché.

Les différents textes, documents et autres documents constituant cette réglementation sont « pièces contractuelles » du présent marché. Cette réglementation n'est pas jointe matériellement au marché, mais l'entrepreneur est contractuellement réputé parfaitement la connaître.

Cette réglementation est constituée par :

- Les textes législatifs (lois) et les textes réglementaires (décrets, arrêtés, etc...),
- Les textes et règlements généraux,
- Les textes et documents techniques,
- Les Normes (NF, NF EN, NF EN ISO, NF ISO et FD ISO).

D'une manière générale, les indications données dans le CCTP ne portent que sur les points non précisés par les règlements, sur les bases à admettre pour les calculs et en aucun cas sur les règlements que l'entrepreneur déclare, par le fait même de remettre une offre, parfaitement connaître.

### **4.2 - Documents applicables au marché**



- ❑ Le CCTP et ses annexes,
- ❑ Les documents énoncés dans le CCAP,
- ❑ Les CCTG pour leurs Fascicules approuvés par décret, applicables aux travaux des présents marchés, uniquement pour les clauses, spécifications et prescriptions concernant :
  - Pour les matériaux et produits fournis par l'entrepreneur :
    - la qualité et les caractéristiques,
    - les tolérances dimensionnelles et autres,
    - les contrôles de conformité à la livraison.
  - Pour l'exécution des travaux :
    - les règles de mise en œuvre et d'exécution,
    - les tolérances sur les ouvrages finis,
    - les contrôles des ouvrages,
    - les conditions de réception des travaux, ceci sauf spécifications contraires explicite dans les CCTP.
- ❑ Les documents DTU et les documents ayant valeur de DTU :
  - Les Cahiers des Charges (CC) ou les Cahiers des Clauses Techniques (CCT),
  - Les Règles de calcul,
  - Les mémentos, guides, instructions, etc...,

Pour toutes les prescriptions ayant trait aux matériaux, aux techniques de construction, aux règles de mise en œuvre, à la coordination des travaux, aux règles de sécurité, etc...
- ❑ Les Règles professionnelles, Cahiers des charges, prescriptions techniques ou recommandations acceptées par l'AFAC, puis l'APSAD,
- ❑ Les Règles de calcul non DTU, dans le cas où elles sont mentionnées dans les CCTP,
- ❑ Les documents publiés par le CSTB et relevant de la procédure de l'avis technique : cahiers et avis techniques ou procédure ATE<sub>x</sub>,
- ❑ Les règles et prescriptions de mise en œuvre établies par le fabricant,
- ❑ Les agréments et procès-verbaux d'essais,
- ❑ La réglementation européenne :
  - La directive « produits de construction » (marquage CE, les guides d'agréments techniques européens, les agréments techniques européens ATE, les Euro-agréments et les attestations de conformité),
  - Les Normes harmonisées,
  - Les Règles de calcul : Eurocodes.

#### 4.3- Autres documents joints au marché

- ❑ Les annexes au CCTP :
  - Annexe n°1 : Planches de croquis
  - Annexe n°2 : Etude de sol GEOTEC
  - Annexe n°3 : Etude acoustique
  - Annexe n°4 : Rapport vétérinaire 2024
  - Annexe n°5 : Rapport vétérinaire 2025
  - Annexe n°6 : CIN PI 2005
  - Annexe n°7 : PGCSPS
  - Annexe n°8 : Tableau des marques et types
  - Annexe n°9 : Constitution du dossier des ouvrages exécutés (DOE),
- ❑ Le plan général de coordination (PGC),
- ❑ Cf. règlement de la consultation (joint au présent DCE).

#### 4.4 - Études préliminaires à réaliser avant exécution

❑ **Étude de sol :**

Chaque entrepreneur devra faire exécuter si nécessaire, à ses frais, une étude géotechnique complémentaire en phase d'exécution en complément à l'étude géotechnique G2 AVP fournie au présent marché. Cette étude géotechnique phase conception n'est fournie qu'à titre d'information.

❑ **Géo détection :**

L'entrepreneur titulaire du lot n°01 devra faire exécuter, avant toute exécution et à ses frais, une étude géo détection en phase d'exécution afin d'identifier les réseaux existant dans la zone impactée par les travaux jusqu'aux différents points de raccordements des réseaux. Il devra remettre au maître d'œuvre, dès l'exécution de cette mission, un plan des réseaux. Ce dernier sera également inséré au DOE et comportera les réseaux nouvellement créés.

**Les plans où figurent les réseaux existants, et joints au présent marché ne sont donnés qu'à titre informatif.**

**L'entreprise responsable de la partie terrassement VRD devra remettre avant tout travaux sa méthodologie de réalisation des réseaux, au maître d'œuvre pour VISA.**

❑ **Etude acoustique :**

L'entrepreneur titulaire du lot n°01 devra prendre en compte l'étude acoustique fournie au présent marché. Celle-ci imposera si nécessaire des travaux de mise en conformité pendant et après la phase d'exécution. Ce dernier sera également inséré au DOE et comportera les infrastructures créées.

#### 4.5 - Pièces à fournir par le titulaire

Les documents suivants sont à fournir par le titulaire de chaque lot :

Pendant la période de préparation :

- ❑ Fiches de contrôle élémentaire (FICE) via les formulaires « CAZ-SOPHIA », pour chaque personnel devant intervenir sur chantier - **délai d'instruction de 2 mois à prendre en compte, avant de pouvoir accéder au site des travaux,**
- ❑ Liste nominative des personnels,
- ❑ Programme d'exécution des travaux accompagné :
  - Du projet d'installation de chantier (lot n°01) et ouvrages provisoires par phases d'exécution,
  - De la notice précisant les dispositions projetées susceptibles d'avoir des conséquences sur le dimensionnement des ouvrages,
  - Calendrier détaillé faisant apparaître les phases d'exécution signé par le titulaire,
- ❑ Échéancier prévisionnel des acomptes mensuels,
- ❑ Copies des contrats d'assurance et attestations,
- ❑ Déclaration d'intention de commencement des travaux (D.I.C.T.),
- ❑ Plan particulier de sécurité et de protection de la santé,
- ❑ Décomposition détaillée du prix global et forfaitaire en prix élémentaires,
- ❑ Documents cités dans le CCTP.
- ❑ Plans d'exécution, notes de calcul, études et plans de détail, plans de réservation, schémas techniques,...
- ❑ Échantillons, notices et avis techniques, PV d'agrément,
- ❑ Documentations commerciales et techniques,
- ❑ Tout autre document cité dans les articles du CCTP.

- ❑ Etudes thermiques RE 2020

#### En cours d'exécution :

- ❑ Les documents cités dans les articles du CCTP,
- ❑ Dossier photos bimensuel.
- ❑ Constitution du DOE au cours du chantier pour chaque lot, le maître d'œuvre contrôlera sa réalisation de manière ponctuelle.

#### En fin de travaux :

Il sera fourni au Maître d'œuvre, 15 jours avant la date fixée pour la réception des travaux, et/ou au plus tard le jour des opérations préalables à la réception (OPR), les **Dossiers des ouvrages exécutés complets** (DOE). Le contenu du DOE est précisé dans l'annexe n°9 - constitution du DOE, du présent marché.

La non fourniture des documents précités fera l'objet de pénalités définies au CCAP.

Toute exécution prématurée, faute d'avoir en temps utile soumis au maître d'œuvre les notes de calculs et les plans, s'effectuera sous la seule responsabilité de l'entrepreneur et les modifications qui pourraient lui être demandées seront entièrement à sa charge, y compris les conséquences du retard sur le planning des travaux.

#### **4.7 - Mission de synthèse à réaliser par le titulaire du lot n°01**

Le titulaire du lot n°01 assurera la collecte des plannings d'exécutions de chaque lot et chaque corps d'états afin d'établir un planning global d'exécution qui sera soumis à visa du maître d'œuvre en période de préparation.

Le titulaire du lot n°01 devra en plus de l'ensemble de ses plans d'exécution, réaliser les plans de synthèse avec tous les autres lots et autres corps d'état, avant exécution des travaux. Chaque lot ou corps d'état fournira pendant la période de préparation ses plans d'exécution « bon pour exécution » au titulaire du lot n°01, ce qui lui permettra d'établir ces plans de synthèse et de réaliser leur mise à jour tout au long de l'opération. Ils seront à soumettre au visa du maître d'œuvre.

Avant la réception, le titulaire du lot n°01 devra fournir au maître d'œuvre le dossier de plans des ouvrages exécutés suivant les prescriptions en annexe 9 des présentes dispositions générales.

### **ARTICLE 5 - MATERIELS, MATERIAUX ET PRODUITS**

#### **5.1 - Nature et qualité des produits en général**

Les matériels, matériaux et produits devant être mis en œuvre dans les ouvrages des marchés, devront impérativement répondre aux conditions et prescriptions ci-après.

Les matériels, matériaux, produits et composants de construction seront toujours neufs et de première qualité en l'espèce indiquée.

Les matériaux quels qu'ils soient ne devront en aucun cas présenter des défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction.

Les matériels, matériaux et produits prévus dans les DTU (CCTG) ou faisant l'objet de normes NF ou EN ou ISO, devront répondre au minimum aux spécifications de ces documents.

Les matériels, matériaux et produits dits « non traditionnels », non prévus dans les DTU (CCTG) et ne faisant pas l'objet de normes NF ou EN ou ISO, devront selon le cas :

- Faire l'objet d'un Avis technique ou d'un agrément technique européen,
- Être admis à la marque NF,
- Être titulaire d'une certification ou d'un label.

Pour les matériels, matériaux et produits n'entrant pas dans aucun des cas ci-dessus :

- La procédure d'obtention de l'Avis technique devra être lancée par l'entrepreneur,
- Dans le cas où cette procédure d'obtention de l'Avis technique exigerait un délai trop long, l'entrepreneur pourra faire appel à une autre procédure dite « procédure ATEc » auprès du CSTB.

En tout état de cause, l'entrepreneur ne pourra en aucun cas mettre en œuvre un matériel, matériau ou un produit qui ne serait pas pris en garantie par ses assureurs.

L'entrepreneur devra présenter toutes les justifications apportant les preuves de l'aptitude à l'emploi du matériel, du matériau ou du produit.

Il sera également tenu de produire les avis techniques, les procès-verbaux d'essais ou d'analyses des matériels et matériaux établis par des organismes qualifiés.

A défaut de production de ces procès-verbaux, le maître d'œuvre pourra prescrire des essais ou analyses sur prélèvements, qui seront entièrement à la charge de l'entrepreneur.

Les produits « tout prêts » devront être livrés sur chantier dans leur emballage d'origine. Cet emballage comportera tous les renseignements voulus.

## 5.2 - Produits certifiés - Marques de qualité - Ecolabel - PFC

L'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et fournitures certifiés, titulaires d'un certificat de qualification, de la marque de qualité correspondante. Ces marques de qualités devront être portées d'une manière apparente sur les matériaux et fournitures concernés.

L'entrepreneur est tenu de proposer et mettre en œuvre des produits :

- « eco-labellisés » respectueux de l'environnement notamment dans la liste des principaux Ecolabel suivants : Ecolabel Européen, NF Environnement, Cygne Nordique, Ange bleu, PEFC/PSC...
- Ou comportant une classification (étiquetage) A+ ou A sur les produits de construction, revêtements de sols, de peinture et de vernis au regard de leurs émissions de polluants volatils (arrêté du 19 avril 2011),
- Ou bio-sourcés durables (bois, isolants : chanvre, paille, ouate de cellulose (annexe 4 de l'arrêté du 19 décembre 2012 « label bâtiment bio-sourcé),
- Ou comportant une classification (ou étiquetage) ErP (Energy related Products) A+ ou A des appareils de chauffage, des appareils de production d'eau chaude, des appareils de traitement de l'air et de portes et fenêtres ainsi que des matériels et installations autonomes en énergie dès lors qu'ils vont au-delà des obligations normatives,
- Ou emploi de matériaux recyclés au-delà des obligations de la loi de transition énergétique pour une croissance verte (article 79.3).

## 5.3 - Choix des matériels, matériaux et produits

L'entrepreneur proposera à l'agrément du maître d'œuvre les matériels, matériaux et produits en fonction du résultat souhaité, des contraintes techniques, permettant d'atteindre les performances, tenue dans le temps, aspect du fini, etc... voulus.

Le matériel électrique installé devra être choisi dans la gamme retenue par l'électricien et dans les conditions suivantes et conformes aux normes (NFC15-100 ...) :

- A - Matériel faisant l'objet de normes UTE  
Tout le matériel faisant l'objet de normes UTE devra être conforme à celles-ci.
- B - Une marque de qualité existe  
Lorsque, pour un matériel déterminé, les normes UTE prévoient l'attribution de la marque, il ne devra être utilisé que du matériel revêtu de la marque nationale de conformité aux normes NF USE ou de la norme UTE.
- C - Une marque de qualité n'existe pas  
Lorsqu'il n'existe pas de marque de qualité pour un matériel faisant l'objet de normes (normes françaises ou UTE) ou de recommandations de l'UTE, la conformité de ce matériel aux spécifications en vigueur sera garantie par la présentation d'un procès-verbal d'essais délivré par un organisme habilité à cet effet, ou par la possession de l'estampille d'un des organismes de la CEE.
- D - Matériel ne faisant ni l'objet d'une norme, ni d'une recommandation de l'UTE  
Lorsqu'il n'existe aucune norme ou recommandation de l'UTE concernant le matériel utilisé, celui-ci devra présenter toutes les qualités de solidité, de durée, d'isolement et de bon fonctionnement désirables. Il devra notamment répondre aux recommandations ou aux spécifications techniques générales ou fondamentales concernant l'usage auquel il est destiné.

## 5.4 - Échantillons

L'entrepreneur sera tenu de fournir, dans les délais fixés, tous les échantillons de matériaux, matériels et fournitures qui lui seront demandés par le maître d'œuvre.

Ils seront entreposés dans un local spécial, annexé au bureau du maître d'œuvre, et toutes dispositions seront à prendre pour éviter toute substitution.

Les échantillons seront inscrits sur un registre et seront numérotés. Le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage manifesterà son acceptation par l'apposition de sa signature sur le registre.

Aucune commande ne pourra être passée par l'entrepreneur, sinon à ses risques et périls, tant que l'échantillon correspondant n'aura pas été accepté.

Des témoins et planche d'essai seront réalisés, notamment sur le béton fibré des courettes, la résine d'une courette et caniveau, le béton balayé...liste non exhaustive.

### **5.5 - Responsabilité de l'entrepreneur**

L'entrepreneur restera toujours responsable des matériels et matériaux qu'il met en œuvre. Il lui incombera de choisir les matériels, matériaux et produits les mieux adaptés aux différents critères imposés par les impératifs de chantier, dont notamment :

- Nature et type de matériels et matériaux répondant aux impératifs de l'utilisation,
- Conditions particulières rencontrées pour le chantier,
- Compatibilité des matériels et matériaux entre eux.

### **5.6 - Contrôle et réception des matériels et matériaux sur chantier**

Le Maître d'œuvre se réserve le droit de procéder à des contrôles de conformité des matériaux, fournitures sur chantier avant mise en œuvre.

Pour les éléments préfabriqués et autres relevant d'une qualification NF ou d'une certification, le contrôle se bornera à la vérification du marquage, et au contrôle de l'aspect et de l'intégrité des produits.

En ce qui concerne les matériaux ne comportant pas de certification, l'entrepreneur devra justifier leur conformité.

Dans le cas contraire, le Maître d'œuvre pourra faire réaliser des prélèvements et des essais par un organisme de son choix, aux frais de l'entrepreneur.

Les contrôles de conformité et, le cas échéant, les essais se feront dans les conditions définies à l'article « essais et contrôles » ci-dessous et aux documents contractuels.

Tous les matériels et matériaux défectueux et ceux non conformes, le cas échéant, seront immédiatement remplacés.

## **ARTICLE 6 - ESSAIS ET CONTROLES**

Les conditions dans lesquelles sont réalisées les essais de contrôle et les épreuves sont définies au C.C.A.P. et aux articles 24 et 38 du C.C.A.G.

La nature des envois et contrôles est définie dans le CCTP.

Indépendamment des essais réalisés par les entreprises pour la mise au point et le réglage de ses ouvrages, le titulaire devra prévoir les frais afférents à la réalisation par des organismes agréés avec fourniture des procès-verbaux.

Ils mettront à la disposition du Maître d'œuvre ou de son représentant les appareils de mesure et le personnel nécessaire aux contrôles et aux essais des ouvrages, aussi bien pendant l'exécution des travaux qu'à la réception.

## **ARTICLE 7 - INSTALLATIONS ET PRESTATIONS DE CHANTIER**

### **7.1 - Généralités**

Il est rappelé que seront à la charge du titulaire du lot n°01 et selon les exigences minimales portés sur le Plan Général de Coordination (PGC) :

- ☐ Le panneau de chantier.
- ☐ La clôture provisoire,
- ☐ Les clôtures, sous forme de barrières HERAS, entre chaque zone de chantier (autour de chaque ouvrage à réaliser), afin de les rendre parfaitement closes et indépendantes, et à rendre continues tout le long des travaux,
- ☐ Les locaux pour le maître d'œuvre (1 salle de réunion + mobilier) (A confirmer avec le maitre d'œuvre)
- ☐ Les locaux pour le personnel de chantier (réfectoires, vestiaires, sanitaires) (A confirmer avec le maitre d'œuvre
- ☐ La signalisation de chantier,
- ☐ La protection des ouvrages.
- ☐ L'entretien des installations de chantier.

## 7.2 - Conditions d'accessibilité au chantier

Les travaux se dérouleront sur un terrain militaire à accès contrôlé et réglementé.

Afin d'anticiper les demandes d'accès et de palier au refus d'accès d'un personnel à la base, suite à l'enquête de sécurité, chaque entreprise fournira au maître d'œuvre **impérativement** la première semaine de la période de préparation, tous les documents permettant de réaliser les demandes d'accès.

Le délai annoncé pour le traitement des demandes d'accès est de 12 semaines - Contrôles Élémentaires via le formulaire « SOPHIA ».

Il est précisé que chaque entrepreneur aura implicitement, dans l'établissement de son offre, tenu compte de ces conditions et qu'il ne pourra en aucun cas arguer une quelconque indemnisation aux vues des difficultés qu'il pourrait rencontrer tout au long du chantier.

## 7.3 - Clôture de chantier et protection du chantier

Dans la mesure du possible, pendant toutes les phases d'exécution des travaux et jusqu'à la réception des ouvrages, le chantier devra être clos et indépendant, car les utilisateurs continueront d'utiliser le chenil pour le service courant.

Dans les cas où il y aura interférence (cohabitation entre entreprises et formations utilisatrices), un plan de prévention sera rédigé par le chargé de prévention du site (coordonnées ci-dessous). Ce document sera soumis au visa de toutes les entreprises avant intervention.

La clôture de chantier devra être déplacée selon les recommandations du coordonnateur SPS et/ou du chargé de prévention du site (selon le cas), afin de suivre l'avancement des travaux sans que l'entrepreneur titulaire du lot n°01 ne puisse prétendre à une quelconque indemnisation.

L'entrepreneur titulaire du lot n°01 devra la pose, l'entretien et l'adaptation, à l'avancement du chantier, des éléments de protection adaptés, propres à ses réalisations.

Chargé de prévention de la Base Aérienne 115 :

Mr Benoît MARTIN  
**Chargé de prévention des risques professionnels**  
 Base Aérienne 115 « Capitaine de SEYNES »  
 84871 Orange cedex  
 Téléphone : **04 13 97 03 28**  
 Téléphone portable : **06 71 73 69 05**  
 Courriel perso : [benoit4.martin@intradef.gouv.fr](mailto:benoit4.martin@intradef.gouv.fr)  
 Courriel fonctionnel : [ba115-bpei.charge-prev.fct@intradef.gouv.fr](mailto:ba115-bpei.charge-prev.fct@intradef.gouv.fr)



## 7.4 - Panneau de chantier

Le titulaire du lot n°01 devra la fourniture et la pose d'un panneau de chantier. Son emplacement sera indiqué par le maître d'œuvre.

Il sera mis en place à l'intérieur de la BA115 et devra être visible depuis l'extérieur.

Ce panneau deviendra propriété de l'Etat et sera démonté et évacué en fin de chantier par le titulaire du lot n° 01. Il sera construit avec des matériaux présentant les meilleures garanties de stabilité dans le temps.



### 7.5 - Signalisation de chantier

La signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie privée sera réalisée et prise en charge par le titulaire du lot n°01, depuis l'entrée du camp jusqu'à l'entrée du chantier. Elle sera adaptée à l'avancement du chantier et maintenue en état pendant la durée des travaux.

L'entrepreneur titulaire du lot n°01 posera tous les panneaux de signalisation nécessaires, ainsi que les éclairages de nuit, et prendront toutes les mesures utiles en vue de prévenir les usagers du danger qu'ils peuvent encourir aux abords du chantier.

Toutes mesures devront être prises par le titulaire du lot n°01 pour garantir dans tous les cas la sécurité des tiers.

### 7.6 - Protection des tranchées

Chaque entrepreneur aura implicitement à sa charge, dans le cadre des prix du marché, l'amenée, la mise en place, la maintenance, la dépose et le repli de tous les équipements de passage et de sécurité au droit des tranchées de canalisation, notamment :

- Toutes les passerelles avec ou sans garde-corps, selon le cas,
- Toutes les barrières, garde-corps et autres protections nécessaires,
- La signalisation de jour et de nuit et,
- Tous autres équipements de sécurité qui s'avèreraient nécessaires.

### 7.7 - Fluides et énergies de chantier

Les fluides et énergies pour le chantier :

- L'eau potable, l'électricité sont à la disposition des titulaires de chaque lot et dues par le titulaire du lot n°01 (l'entrepreneur fournira un rapport de vérification électrique des installations de chantier).

L'entrepreneur devra la fourniture d'un PV de conformité des installations électriques de chantier réalisé par un bureau de contrôle agréé.

### 7.8 - Projet d'installation de chantier

Le projet d'installation de chantier sera établi et mis à jour par le titulaire du lot n°01. Il tiendra compte des phases d'exécution des travaux de chaque lot et des recommandations du coordonnateur SPS.

L'entreprise titulaire du lot n°01 disposera les installations de chantier conformément à la proposition du maître œuvre (Si nécessaire) dans le respect des recommandations du C-SPS.

Il devra la pose d'un compteur d'eau et d'un coffret de chantier électrique.

Les WC pourront être directement raccordés au réseau EU.

L'entreprise titulaire du lot n°01 devra réaliser une plate-forme sommaire pour la zone des installations de chantier, étant donné que celles-ci devront être en place avant le démarrage du chantier.

### 7.9 - Gestion des déchets de chantier

La gestion des déchets de chantier est à la charge du lot n°01.

A ce titre, il installera des bennes d'évacuation des déchets de chantier jusqu'à la fin du chantier (à remplacer autant que nécessaire) destinées aux menus déchets de chaque lot (hors matériaux, déchets issus des terrassements à charge du lot 01). Les terres ne seront réemployées que si leurs qualités le permettront. Autrement, les terres, les gravois et les déchets devront être évacués du chantier au fur et à mesure, dans le respect de la réglementation en vigueur.

**Le tri sélectif sera réalisé par l'ensemble des entreprises travaillant sur le chantier.**

Chaque entreprise doit le nettoyage de ses ouvrages et le transport de ses propres déchets de chantier, qu'ils proviennent des travaux réalisés ou qu'ils proviennent de l'activité du chantier y compris les fournitures, jusque dans les bennes mises à disposition par le lot n°01.

Le titulaire du lot n°01 devra tenir compte de l'ensemble des normes et règles en vigueur à la date de la remise de l'offre et notamment :

- Principaux textes français de réglementation environnementale visant les entreprises.
- Loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux, complétée par la loi n° 92-646 du 13 juillet 1992.
- Décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 relative aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas les ménages.
- Loi n°61-842 du 2 août 1961 et 92-646 du 13 juillet 1992 en ce qui concerne l'interdiction de brûler les déchets sur les chantiers.

Il est rappelé l'interdiction d'abandonner ou d'enfouir des déchets quels qu'ils soient (même inertes) dans l'enceinte du chantier.

Les entreprises devront obligatoirement trier tous leurs déchets, issus de l'ensemble des prestations nécessaires à la bonne réalisation des ouvrages décrits, tels que démolitions, percements, rebuts, emballage, etc., suivant leur catégorie (DIS, DMA, inerte et de leur sous famille éventuelle) avant de les stocker aux emplacements (bennes, points de stockage ou autre) qui lui seront indiqués par le titulaire du lot n° 01.

La répartition des types de déchets respecteront à minima les trois groupes suivants :

Déchets dangereux (DIS)

Déchets ménagers et assimilés (DMA)

Déchets inertes.

Cette liste n'étant pas exhaustive, elle pourrait nécessiter des tris supplémentaires liés à l'élimination ou la revalorisation de certains déchets.

Les titulaires des lots 02 et MS AC ne devront tenir compte, dans leur proposition des travaux, que du tri de leurs déchets et de leur coltinage jusqu'aux bennes ou zones de stockage dues par le titulaire du lot n°01, mais pas de leur enlèvement.

**7.10 - Protection d'arbres ou arbustes**

Toutes dispositions seront à prendre par les entreprises pour ne pas endommager les arbres ou arbustes situés sur le chantier et à proximité.

Chaque entrepreneur devra assurer la sauvegarde et la protection des arbres et arbustes toute la durée nécessaire sans que ces prestations puissent donner lieu à supplément de prix.

Ces protections seront du type adapté à la taille et à l'emplacement des différents sujets.

Toutes dispositions devront également être prises lors des travaux à proximité de ces sujets à conserver, pour ne créer aucun dommage tant aux racines qu'au sujet.

Dans le cas où l'un même plusieurs sujets viendraient à dépérir, les entrepreneurs en supporteront toutes les conséquences.

**7.11 - Propreté du chantier, nettoyage et protection des ouvrages**

Un état des lieux à la charge du lot n°01 sera réalisé avant le début des travaux et à la fin de ceux-ci.

Par ailleurs, celles-ci devront rester propres, et ce quelles que soient les conditions météorologiques. Si nécessaire, le titulaire responsable des dégâts constatés réalisera un nettoyage périodique des voiries empruntées.

Le chantier devra toujours être tenu en état de propreté correct.

Chaque titulaire d'un lot à la responsabilité du nettoyage et de la protection des ouvrages réalisés par ses soins jusqu'à la réception de l'ensemble.

La protection doit tenir compte des interventions des autres corps d'état sur ou à proximité immédiate des ouvrages concernés.

En outre, chaque titulaire doit assurer la protection :

- ☐ Des surfaces ou équipements susceptibles d'être tachés ou attaqués par les produits qu'il utilise dans ses travaux de peinture ou autre,
- ☐ Des menuiseries tant extérieures qu'intérieures, ainsi que la visualisation temporaire des produits verriers mis en place par ses soins,
- ☐ Des bâtiments modulaires,
- ☐ Des appareils sanitaires.

Pour ce qui concerne le nettoyage régulier :

Une fois par semaine, un nettoyage général du chantier devra être effectué par chaque titulaire de lot.

Pour ce qui concerne le nettoyage final avant réception (OPR) :

- ☐ Le titulaire de chaque lot doit l'enlèvement et l'évacuation des protections mises en place et le nettoyage des ouvrages ou équipements,
- ☐ Chaque titulaire de marché doit le balayage et le lavage de tous ses locaux et de ses abords. Le nettoyage des vitres est à sa charge.

Pour ce qui concerne le nettoyage final avant livraison au client (après OPR et levée de réserves) :

- ☐ Le titulaire du lot n°01 doit le nettoyage général extérieur, en fin de chantier et à la livraison.
- ☐ Le titulaire du lot MS AC doit le nettoyage complet des bâtiments modulaires pour la livraison.

#### **7.12 - Remise en état des lieux - nettoyage en fin de chantier**

Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que tous autres gravois et décombres devront être enlevés en fin de chantier, et les emplacements mis à disposition remis en état.

Cette remise en état des lieux se fera dans les conditions suivantes :

- ☐ L'entrepreneur titulaire du lot n°01 enlèvera ses installations, ouvrages provisoires, matériels et matériaux en excédent, et remettra les emplacements correspondants en état, à ses frais.

Il est d'autre part stipulé que, tant que les installations de chantier ne seront pas démontées et les lieux remis en état, les entrepreneurs resteront seuls responsables de tous les dommages causés aux tiers sur le chantier.

De même, les entreprises auront à leur charge le nettoyage et la protection des ouvrages réalisés par leurs soins jusqu'à la réception de l'ensemble.

### **ARTICLE 8 - SPECIFICATIONS DIVERSES**

#### **8.1 - Prestations à la charge de chaque entreprise titulaire d'un lot**

Dans le cadre de l'exécution de son marché, l'entrepreneur devra implicitement :

- ☐ La fourniture, le transport et la mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages du marché,
- ☐ L'établissement de tous les plans et autres documents mis à leur charge par les pièces du marché,
- ☐ Tous les agrès, engins ou dispositifs de levage ou descente nécessaires à la réalisation des travaux,
- ☐ La fixation par tous moyens des ouvrages,
- ☐ L'enlèvement de tous les gravois des travaux, les nettoyages et les protections des ouvrages,
- ☐ Les essais et contrôles,
- ☐ La main d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc... des ouvrages en fin de travaux et après réception.

## 8.2 - Règles d'exécution générales

Tous les travaux devront être exécutés selon les règles de l'art avec toute la perfection possible et selon les meilleures techniques et pratiques en usage.

A ce sujet, il est formellement précisé aux entreprises qu'il sera exigé un travail absolument parfait et répondant en tous points aux règles de l'art, et qu'il ne sera accordé aucune plus-value pour obtenir ce résultat, quelles que soient les difficultés rencontrées et les raisons invoquées.

La démolition de tous les travaux reconnus défectueux par le maître d'œuvre et leur réfection jusqu'à satisfaction totale seront implicitement à la charge du titulaire du marché, et aucune prolongation de délai ne sera accordée.

Tous les matériaux, éléments et articles fabriqués « non traditionnels » devront toujours être mis en œuvre conformément aux prescriptions de l'Avis technique ou, à défaut, aux prescriptions du fabricant.

## 8.3 - Prescriptions générales d'exécution

Les réservations, découpes, saignées, percements et trous pour scellements ainsi que les rebouchages sont à la charge chaque entreprise titulaire d'un lot pour ses travaux.

Les réservations de scellements seront effectuées par incorporation de "taquets", de polystyrène expansé, taillés en queue d'aronde. La sublimation au chalumeau sera effectuée par l'entreprise titulaire. La fourniture des douilles, rails, taquets en bois, etc.... lui incombe ainsi que leur mise en place.

Pour les passages des canalisations dans les ouvrages en béton armé ou banché, l'entrepreneur fournira des fourreaux et en assurera la pose et le scellement.

D'une manière générale, l'entreprise titulaire d'un lot devra réaliser des ouvrages adaptés avec obligation de résultat et ce, pendant toute la durée du chantier.

## 8.4 - Implantation - piquetage

Le plan général d'implantation précisant la position des ouvrages en planimétrie et en altimétrie par rapport à des repères fixes sera renseigné par le titulaire du lot n°01.

L'entrepreneur titulaire du lot n°01 aura à effectuer, à ses frais, le piquetage général pour reporter sur le terrain la position des ouvrages définie par le plan général d'implantation.

Ce piquetage se fera au moyen de piquets numérotés solidement ancrés dans le sol, dont les têtes sont raccordées en plan et en altitude aux repères fixes mentionnés ci-dessus.

Il établira un plan de piquetage, sur lequel sera portée la position des piquets. Ce plan de piquetage sera soumis à l'approbation du Maître d'œuvre.

L'entrepreneur titulaire du lot n°01 sera tenu de veiller à la bonne conservation des piquets et de les rétablir ou de les remplacer en cas de besoin, pendant toute la durée nécessaire.

Lors de l'exécution des travaux, l'entrepreneur sera tenu de compléter le piquetage général par autant de piquets qu'il sera nécessaire. Ces piquets complémentaires devront pouvoir être distingués de ceux du piquetage d'origine.

La position de ces piquets complémentaires sera, en conséquence, portée sur le plan de piquetage d'origine qui sera soumis à l'approbation du Maître d'œuvre.

L'entrepreneur sera seul responsable des piquetages complémentaires.

Le titulaire du marché réalisera à ses frais, et dans les conditions spécifiées ci-avant, le piquetage du tracé des réseaux.

### **8.5 - Trait de niveau**

Le trait de niveau sera tracé et entretenu par l'entrepreneur titulaire du lot n°01 jusqu'à la fin du chantier, sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité.

### **8.6 - Niveau d'arase des sols**

L'arase brute des éléments en béton armé sera arrêtée en fonction des revêtements de sols prévus et ce, par rapport aux niveaux des sols finis.

### **8.7 - Mise en œuvre de sources de chaleur**

L'exécution des travaux nécessitant la mise en œuvre d'une source de chaleur mobile (chalumeau, lampe à souder...) devra être précédée de la remise au Maître d'Œuvre d'une fiche indiquant :

- ☐ La nature, le lieu, la date et la durée du travail à effectuer,
  - ☐ Les mesures de prévention prises contre les risques d'incendie.
  - ☐ Les moyens éventuels de lutte contre l'incendie prévus sur le chantier concerné.
- Ils pourront être soumis dans des cas particuliers à autorisation du Maître d'Œuvre.

En outre, en cas d'utilisation d'un appareil générant une source de chaleur dans une zone du chenil où il y aurait cohabitation avec les formations utilisatrices, un plan de prévention, ainsi qu'un permis de feu devront être rédigés et visés par toutes les parties prenantes, selon les recommandations du chargé de prévention du site (coordonnées à l'article 7.3 ci-avant).

### **8.8 - Conditions relatives au titulaire du marché**

Chaque entrepreneur aura étudié, pour l'établissement de leur offre, de façon approfondie, le dossier de consultation et donnera un prix pour les travaux à réaliser.

Ainsi, une omission sur un plan ou dans le descriptif ne saurait les soustraire à exécuter les ouvrages tels qu'ils sont, soit dessinés, soit décrits.

Il appartiendra à l'entrepreneur de signaler en temps utile, et obligatoirement avant la remise d'offres, les omissions, les imprécisions ou les contradictions qu'il aurait pu relever dans les documents fournis, et de demander des éclaircissements nécessaires.

En conséquence, l'entrepreneur ne pourra se prévaloir d'aucune erreur ou omission susceptible d'être relevée dans les pièces du marché, pour refuser l'exécution de tout ou partie des ouvrages nécessaires au complet et parfait achèvement des ouvrages de son marché, pour prétendre ultérieurement à des suppléments au montant de son offre ou pour justifier un mauvais fonctionnement.

### **8.9 - Démarches et autorisations**

Il appartient à chaque entrepreneur d'effectuer en temps utile toutes les démarches et toutes les demandes auprès des services publics, services locaux ou autres, pour obtenir toutes les autorisations, instructions, accords, etc... nécessaires à la réalisation des travaux.

Les copies de toutes correspondances et autres documents relatifs à ces demandes et démarches devront être transmises au maître d'ouvrage ou au maître d'œuvre.

### **8.10- Calendriers**

Chaque titulaire devra fournir le calendrier d'approvisionnement et de délais de fabrication des gros matériels propre à son lot. Ce calendrier comportera le délai entre l'approbation des plans et des matériels et leurs arrivées sur le site. Il fera apparaître les phases de travaux.

Il fournira en outre :

- Le calendrier des tâches,
- Le calendrier des réceptions (partielles et finale s'il y en a) des installations et des levées des réserves,
- Le calendrier des essais.

Le lot n°01 aura à sa charge la compilation des plannings des différents lots sur un document unique afin d'établir le planning général.

#### **8.11 - Relevés à effectuer**

Pendant la période de préparation et avant exécution des travaux, chaque titulaire d'un lot doit effectuer tous les relevés nécessaires à la bonne exécution de ses prestations.

#### **8.12 - Canalisations et câbles à détecter avant travaux (géo détection) ou éventuellement rencontrés**

Le titulaire du lot n°01 doit la reconnaissance de tous types de réseaux avant exécution des travaux dans la zone impactée par les travaux et les réseaux à créer. L'entreprise procédera à une géo détection de la zone. Elle remettra avant travaux un plan d'implantation des réseaux détectés au MOE.

Dans le cas de rencontre de réseaux en service lors de l'exécution des travaux, toutes dispositions seront à prendre par l'entrepreneur pour ne pas endommager les canalisations ou câbles rencontrés. Dès localisation d'un de ces ouvrages, l'entrepreneur devra immédiatement en avertir le maître de l'ouvrage ou le maître d'œuvre et le service concerné.

L'entrepreneur devra assurer la sauvegarde et la protection de ces ouvrages rencontrés pendant toute la durée nécessaire en accord avec le service concerné, sans que ces prestations puissent donner lieu à un supplément de prix.

Toutes les notes de calcul prendront en compte toutes les prescriptions techniques des différents DTU et classements EUROCODES en vigueur. Elles devront également présenter toutes les informations nécessaires à leur bonne compréhension : hypothèses, méthodes de calcul et coefficients de sécurité retenus, règlements appliqués. Si les calculs ont été réalisés à l'aide d'un logiciel, ils pourront être présentés en sortie machine avec une fiche explicative indiquant le type de logiciel utilisé.

Feront l'objet de notes de calculs à présenter au visa du maître d'œuvre :

- Le dimensionnement des ouvrages définitifs faisant partie du présent lot,
- Le dimensionnement des ouvrages provisoires réalisés par le présent entrepreneur pour l'exécution du présent lot,
- La vérification des résistances des ouvrages existants sur lesquels s'appliquent les charges définitives et exceptionnelles en cours d'exécution du chantier,
- La vérification par le calcul des flèches,
- La vérification à la tenue au feu.

#### **8.13 - Acceptation des produits sur chantier**

Conformément au CCTG, il sera procédé, lors des arrivages des matériaux et matériels sur chantier, à des vérifications de marquage, d'aspect et d'intégrité des produits préfabriqués, par l'entrepreneur et en présence du Maître d'œuvre.

## **ARTICLE 9 - COORDINATION SPS**

Un coordonnateur de sécurité et de protection de la santé de deuxième catégorie est mandaté pour les phases conception et réalisation.

Les entreprises titulaires se reporteront au P.G.C. (Plan global de coordination) joint, afin de respecter toutes les recommandations en matière de sécurité au travail, et notamment pour la réalisation des plans des installations de chantier et divers PPSPS des entreprises œuvrant sur le chantier.

## **ARTICLE 10 - VISITE INITIALE DES INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES**

Une visite initiale des installations électriques sera mandatée par le maître d'œuvre en fin de travaux, par un bureau de contrôle extérieur, afin de vérifier la conformité des ouvrages réalisés, avant livraison aux formations utilisatrices. Cette visite se fera en présence du maître d'œuvre, ainsi qu'avec l'électricien du lot n°01 (présence impérative pendant toute la visite).

## **LISTE DES ANNEXES AU CCTP**

Sont inclus :

- Les annexes au CCTP :
  - Annexe n°1 : Planches de croquis
  - Annexe n°2 : Etude de sol GEOTEC
  - Annexe n°3 : Etude acoustique
  - Annexe n°4 : Rapport vétérinaire 2024
  - Annexe n°5 : Rapport vétérinaire 2025
  - Annexe n°6 : CIN PI 2005
  - Annexe n°7 : PGCSPS
  - Annexe n°8 : Tableau des marques et types
  - Annexe n°9 : Constitution du dossier des ouvrages exécutés (DOE),
- Le plan général de coordination (PGC),